

## **Nous sommes engagés dans des attitudes qui ne sont pas les nôtres, par Marceau Pivert**

*Intervention au Congrès extraordinaire du 13 décembre 1949.*

Je me permets de regretter que les camarades qui travaillent, dont je suis, ayant travaillé aujourd'hui, travaillant demain, n'aient pas eu la chance de passer à la tribune à une heure plus favorable.

Je ferai une observation assez brève en ce qui concerne la discussion que Guy Mollet, tout à l'heure, a élevée à un niveau qui honore le Congrès, mais je dois dire que si nous avons été un certain nombre de militants parfaitement conscients comme lui, comme la majorité du Parti, de la nécessité de rassembler au maximum toutes les forces antitotalitaires quand le danger était terrible et que nous n'avions pas une erreur à commettre, je suis aujourd'hui persuadé que, cette tactique ayant modifié, dans une large mesure, le rapport des forces, il ne faut pas la prolonger, parce qu'elle risquerait de porter un préjudice mortel au rôle que le Parti Socialiste doit jouer, non pas seulement en position de retraite, mais en position offensive.

Hélas, nous ne sommes pas encore en mesure de parler de mesure offensive, mais au moins il y a une chose que nous devrions essayer de déterminer ensemble, c'est la restauration de la physionomie propre du Parti Socialiste dans l'opinion.

Ce qui actuellement est en cause, c'est une certaine équivoque, c'est une confusion sur ce qu'est le Parti Socialiste et je veux dire très rapidement quelle est notre position à ce sujet.

Nous considérons que la volonté du Parti n'a pas été respectée ; les conditions de la participation, puisqu'on en parle, n'ont pas été remplies. Il faut restaurer au Parti, vis-à-vis de l'opinion, sa physionomie politique.

Il faut donc décrocher, rompre avec une solidarité qui, actuellement, est préjudiciable à la position politique Socialiste et même simplement démocratique.

Il faut tout de suite expliquer au pays pourquoi le Parti Socialiste a fait des sacrifices dans les mois précédents et pourquoi il ne peut plus consentir ces sacrifices maintenant.

La discussion sur la participation ou la non-participation est dépassée, elle est maintenant réglée par l'expérience. Cela prête évidemment à discussion puisque nous avons encore des ministres, mais, camarades, je voudrais rappeler que le problème fondamental sur lequel le Parti Socialiste avait lui-même mis l'accent, sur lequel il joue son rôle fondamental, celui de l'élévation du niveau d'existence de la classe ouvrière, a été à l'origine de la discordance très grave qui s'est produite en octobre entre l'unanimité du Comité directeur et la majorité du groupe parlementaire.

Il y a eu deux erreurs énormes de tactique du Parti qui ont contribué à créer cet état de confusion et qui expliquent peut-être les dépressions du corps électoral, ou les relèvements rapides, car la sensibilité ouvrière n'est pas aussi atténuée qu'on l'imagine.

En effet, je voudrais indiquer en quoi il me semble que les camarades qui, aujourd'hui, croient qu'ils sont en désaccord, comme ceux de la Seine et ceux du Nord ou du Pas-de-Calais, devraient au moins être d'accord sur l'analyse fondamentale des faits qui se sont produits.

Au dernier Congrès national, nous avons des divergences d'appréciation. La nature même de ces divergences portait sur le fait qu'on lui demandait de se prononcer pour ou contre. Quelques-uns

disaient : « *Il faut aller jusqu'à 1951* », et d'autres disaient quelquefois avec les mêmes analyses, le même langage : « *Nous avons comme première préoccupation de tenter d'améliorer le pouvoir d'achat de la classe ouvrière et après nous verrons ; si nous ne réussissons pas, cela déterminera la position du Parti* ».

Faire d'abord ce qu'il se doit pour le Parti Socialiste et ensuite advienne que pourra, c'est la condition que nous mettions et c'est ce qui fait que même des textes très voisins ont recueilli des votes différents, parce que pour nous il y avait en juillet une certitude, c'est que le moment viendrait où l'état de dépérissement de la classe ouvrière, de diminution constante de son pouvoir d'achat créerait pour le Parti une question de vie ou de mort.

Nous avons annoncé cette perspective et nous sommes maintenant en plein dans cette situation. Elle a été prévue, elle a été sentie, ce qui est extraordinaire, de la part de ceux même qui croyaient qu'on pouvait aller jusqu'en 1951 et qui ont voté la motion Gazier. Ils étaient tous d'accord au Comité directeur le 15 octobre par une après-midi que les camarades qui étaient présents peuvent se rappeler ; c'était à la Chambre, toute la situation a été examinée et j'entends encore, les uns après les autres, les camarades, que ce soit Rosenfeld, que ce soit Tanguy, que ce soit Ferrat, que ce soit Guy-Mollet, dire : « *Eh bien, oui, il y a une extraordinaire convergence, nous sentons maintenant que la participation n'est plus possible, que la dissolution elle-même, avec ses dangers, n'est plus une chose aussi effrayante, qu'on ne peut plus continuer ainsi* ».

Le Comité directeur était, par conséquent, unanime sur l'appréciation de cette crise qui mûrissait, Et les erreurs énormes qui ont été faites, c'est :

- 1) – Qu'on en est arrivé à abandonner même le porte-parole du Comité directeur sur ce problème décisif du Parti ;
- 2) – on a ainsi donné l'impression que l'on ne disait pas sérieusement ce que l'on voulait ;
- 3) – quand un ministre Socialiste a été appelé – Jules Moch – pour faire un gouvernement, on a raté l'occasion d'aller devant la Chambre pour dire au pays en quoi le Parti Socialiste en avait assez de faire des sacrifices pour une politique qui n'était pas la sienne.

Ces erreurs sont actuellement en train de porter leurs fruits et nous pouvons encore les aggraver en prolongeant la confusion.

Camarades, je disais tout à l'heure à Bracke combien il avait été heureusement inspiré en donnant cette définition que Boutbien a reprise dans son discours du mois de juillet de « *gauche Socialiste* ». Pour nous, ce n'est pas une question de gauche Socialiste, c'est tout le Parti qui devrait avoir ce sentiment de sensibilité aux événements qui lui permettrait de prévoir ce qui va se passer et d'être à la tête des initiatives pour entraîner de nouvelles forces derrière lui. Bracke disait : « *La gauche, c'est une équipe qui a eu, dans une expérience donnée, le souci et le soin de préparer l'étape suivante* ». Eh bien, camarades, c'est ce qui nous manque le plus dans les exposés que nous avons entendus, sauf l'exposé magistral de Philip, et c'est pourquoi je ne parlerai pas des problèmes européens. Il n'y a pas une seule grande voix pour annoncer une perspective, pour entraîner vers quelque chose que nous voulons. On vit au jour le jour et on subit les conditions politiques au lieu de les modifier. C'est cela que le Parti doit surtout considérer et nous sommes disposés, quant à nous, à faire l'effort pour que le plus possible de militants et de fédérations jouent ce rôle, car nous sentons qu'il y a quelque chose qui manque profondément : La classe ouvrière a besoin d'un vrai Parti Socialiste, d'un Parti Socialiste qui parle en toute indépendance, en toute liberté sur ces problèmes.

En effet, que nous demande-t-on dans l'opinion ? Que nous demandent les ouvriers ? « *Qui êtes-vous, que faites-vous pour nous* » ?

Qui nous sommes ? Nous sommes engagés dans des attitudes qui ne sont pas les nôtres.

Et, camarades, si je vous disais à quel point j'ai pu être ulcéré même, dans certains cas, d'entendre certains ministres au Comité directeur exposer, exprimer des raisonnements qui ne pourraient que révolter les militants syndicalistes Socialistes !

Si je vous disais à quel point on a oublié un certain nombre d'éléments fondamentaux de notre doctrine, de notre action. C'est cela qui explique la déception croissante.

Il y a une immense perspective sur les problèmes internationaux ; comment continuons-nous cette expérience ? En faisant la politique des autres.

Il y a là aussi des illusions, des perspectives sur lesquelles nous aurons à préciser notre position, car accepter une situation dans laquelle on fait ce qu'on ne peut pas éviter, comme la signature du pacte atlantique, c'est une subordination presque inévitable, mais ce n'est pas une politique Socialiste, et quand on cultive cela comme une politique Socialiste, alors on se prépare des déboires.

J'ai donné, à ce sujet, rendez-vous au Congrès national, mais avant celui-ci, je peux constater que ce que j'ai annoncé peut se vérifier dès maintenant. On nous a dit : « *Le pacte atlantique va diminuer les crédits militaires* ».

Camarades, soyons sérieux, vous allez avoir à payer 430 millions de crédits militaires, ce n'est pas une diminution, c'est une augmentation !

Et pendant ce temps, les conséquences, même sur le plan économique, font que le blocus industriel de l'est européen est commencé. Depuis quelques jours, sur l'ordre de l'état-major du pacte atlantique, les transactions, les échanges entre l'ouest et l'est européen sont supprimés en ce qui concerne tous les produits métallurgiques, les moteurs, les pièces de rechange, les pièces d'électricité ; en somme la coupure de l'Europe est en train de se développer !

Et c'est pourtant une politique économique sur laquelle le Parti est unanime. Il faudrait essayer de rétablir les échanges pour que derrière les marchandises perçant le rideau de fer, les idées, les courants culturels puissent accélérer la décomposition des états satellites de l'URSS. Le Parti veut cela, nous l'avons dit unanimement, mais nous pratiquons une politique autre, parce que, précisément, nous avons un certain nombre de confusions initiales qui ne sont pas encore déblayées.

Je ne parlerai pas non plus des responsabilités qu'on nous prête et auxquelles nous sommes associés en dépit de tout : En Allemagne occupée, dans la Sarre, dans la politique de démantèlement des grandes usines, notamment des grandes usines de pétrole synthétique, qui fait qu'actuellement on est obligé d'importer, pour l'Europe, du pétrole américain, ce qui est avantageux pour les pétroliers américains, mais c'est autant de millions de dollars enlevés aux importations de matières premières indispensables. A cette politique, nous sommes associés.

Je suis heureux d'entendre par les déclarations qui ont été faites hier encore par un camarade qui jouera un grand rôle dans le mouvement ouvrier américain, Walter Reuter (?), qu'il a repris exactement la formule que j'ai proposée au dernier Congrès national – comme par hasard cette formule est restée dans la nuit et le silence, pas un seul journal ne l'a reprise, mais Walter Reuter, représentant le plus grand syndicat métallurgique des Etats-Unis, qui va probablement lancer un parti travailliste aux Etats-Unis, comme en Grande-Bretagne – Il a dit : « *Ni Wall Street, ni Moscou* », et cela signifie que les Socialistes et les syndicalistes ont une perspective commune.

Mais à condition d'avoir une politique pratique qui traduise au jour le jour la volonté de tendre tous ses efforts vers une perspective commune !

Je ne parle pas non plus de la politique en Indochine à laquelle nous sommes associés.

Qu'a-t-on fait pour mettre un terme à cette guerre ? Qu'a-t-on fait à Madagascar pour arrêter Baron, ancien chef de la Sûreté, qui est le tortionnaire qui a été à l'origine des incidents ? Il est RPF, et tandis qu'on a emprisonné les députés malgaches, où sont les responsables de ce massacre de 90.000 personnes ? Et les malheureux sur lesquelles eurent lieu les fusillades, ces malheureux sont nos alliés, ce sont les meilleurs éléments pour que le Socialisme international prenne un véritable sens. Eh bien, camarades, cela ne peut pas durer.

Lorsque nous proposons, par exemple, pour défendre l'école laïque, de construire des écoles – et Deixonne lui-même a dit au dernier Congrès national : « *Il faut au minimum 50 milliards pour construire des écoles, sinon, c'est la catastrophe, il n'y aura pas d'écoles pour les enfants* » – quel est le chiffre que propose M. Bidault ? Il propose 14 milliards !

Et Deixonne disait : « *Rien que ce problème est une condition à poser pour la participation* ». Eh bien, camarades, est-ce que nous n'allons pas être tous d'accord là-dessus ? Nous n'avons même pas à poser de conditions, nous constatons que depuis le mois de juillet, avec toutes les organisations laïques, nous demandons 50 milliards pour construire des écoles et qu'on nous donne 14 milliards. Et c'est fini, le problème est résolu, les faits parlent, camarades,... (*applaudissements*)... si vous êtes sérieux, il faut croire ce que vous dites.

Je ne parle pas non plus de la réforme fiscale. A chaque fin d'année, le Parti Socialiste en parle très sincèrement, ses députés font des efforts, ses techniciens travaillent et disent qu'il y a des centaines de milliards à rattraper, si l'on veut vraiment briser les évasions fiscales, quelquefois même légales. Il y a là toute une fiscalité démocratique à construire.

Combien de temps encore va-t-on faire des Congrès pour demander la réforme de cette fiscalité, pour l'inscrire comme condition... et puis continuer à participer, c'est-à-dire en somme à s'associer à l'iniquité fondamentale qui fait retomber sur le pauvre les privilèges du riche ?

Camarades, on ne peut pas continuer ainsi et se réclamer encore du Parti Socialiste. C'est le Parti Socialiste lui-même qui, alors, ruine sa propre destinée.

Il y a, en effet, des positions claires à restaurer, il y a actuellement la position fondamentale sur le minimum vital de la classe ouvrière. Est-ce que le Parti a quelque chose à ajouter à ce qu'il a réclamé à son Congrès national ? Est-ce que les chiffres qui sont maintenant lancés par le gouvernement correspondent à autre chose qu'à un défi lancé à la misère ouvrière ?

Camarades, je disais tout à l'heure, ce sont les travailleurs qui nous posent la question : « *Qui êtes-vous, vous, Parti Socialiste, au nom de qui parlez-vous* » ?

Et je voudrais que nous puissions répondre – et en tous cas je suis mandaté pour le faire ici, c'est exclusivement le rôle du délégué que je suis ici – pour parler au nom de ces malheureux qui gagnent 70 ou 75 frs de 1'heure. Que ce soit dans le Nord, dans le Pas-de-Calais ou dans la région parisienne, ce sont des salaires de famine, et c'est au nom de ces camarades qu'il faut parler.

Ils sont des millions qui n'arrivent plus à manger de la viande tous les jours ; ils sont dans des taudis misérables, ils vivent absolument comme des animaux, ils sont désespérés ; alors, camarades, il

faudrait retrouver la grande voix de Jaurès pour dire exactement ce qu'est cette iniquité fondamentale.

Il y a soixante ans déjà il y eut une longue période de propagande Socialiste à la Chambre et dans le pays. Partout on entendait dire : « *Voyez ces millions d'ouvriers, ils travaillent dans des usines, dans des ateliers, ils n'ont dans ces usines, dans ces ateliers, aucun droit, ils peuvent en être chassés demain* ».

Et les ouvriers recommencent à avoir peur du chômage, ils sont presque des étrangers dans la civilisation humaine, ils sont des étrangers devant la puissance humaine.

Si le Parti Socialiste ne remplit pas ses fonctions d'être l'interprète de ceux qui sont malheureux, s'il n'est pas vraiment le traducteur direct des besoins fondamentaux de la classe ouvrière, alors ne vous étonnez pas que la démocratie soit en danger et qu'il y ait des techniques totalitaires qui s'emparent de ceux qui sont désespérés.

Je veux pour terminer me rappeler le magnifique discours qui a été fait précisément par un camarade de la fédération du Nord, je crois que c'était Dubesson, qui, à propos des conventions collectives, avait défendu au mois de juillet devant le Congrès la nécessité pour la classe ouvrière de reprendre elle-même contact avec les réalités de la lutte de classe. « *Rendons à la classe ouvrière, disait-il, le sens de son combat, mettons-la face à face avec les responsables de sa misère, c'est-à-dire avec le patronat, avec le capitalisme, alors nous aurons fait plus que de voter des motions dans les Congrès* ».

Eh bien, oui, camarades, seulement je suis obligé de demander aux camarades qui ont entendu ce discours – à ces compagnons même de la fédération du Nord avec lesquels je voudrais me trouver d'accord fondamentalement – ce que la classe ouvrière a trouvé lors de la grève du 35 novembre. Il y a des postiers dans le Nord, il y en a dans la région parisienne, ils ont trouvé à leur central télégraphique les 17 camions du ministère de l'Intérieur, ils ont trouvé les agents entrant dans la cour, ils ont trouvé dans leur bureau, dans leur service, la circulaire d'un ministre Socialiste qui était destinée à briser leur grève !

Et c'est ainsi qu'on fait exactement le contraire de ce que devrait être le rôle du Parti Socialiste. Cela ne peut pas durer comme ça, camarades, nous sommes disposés à faire tout ce qu'il faudra, même à taire nos propres révoltes, car je voudrais vous demander, camarades, de considérer à quel point il est quelquefois pénible de défendre – mais nous le faisons – une politique qui n'est pas la nôtre, une politique qui n'est pas celle du Socialisme. Nous le faisons en essayant de trouver des prétextes, des excuses, mais nous ne voulons pas passer pour des otages, nous, militants, nous ne voulons pas que la confiance que les militants de base nous portent soit utilisée pour faire une autre politique que celle pour laquelle nous sommes mandatés.

*(Applaudissements)*

Alors, camarades, le Congrès a son mot à dire. Il doit être de la même nature que l'acte fait par la classe ouvrière. La classe ouvrière indépendante, pour défendre ses moyens d'existence, a fait la grève générale le 25 novembre. Je souhaite que le Congrès, sous une autre forme, sur le plan de la politique, dise :

« *Ah, non, nous en avons assez, nous voulons reprendre notre personnalité et avoir les mains libres pour aller nous mettre au secours de ceux qui souffrent et qu'on oublie un peu trop, même dans le Parti Socialiste* ».

*(Applaudissements)*